



# **Assurer la prospérité canadienne dans un environnement économique mondial changeant**

Document de proposition de politique  
présenté au ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international du Canada

Conseil du patronat du Québec  
29 février 2008

# Assurer la prospérité canadienne dans un environnement économique mondial changeant

*1. Que devrait faire le Canada pour mener son économie vers une prospérité à long terme pour tous ses citoyens?*

La prospérité d'un pays dépend de la capacité de ses citoyens de produire des biens et services efficacement et d'approfondir leurs échanges avec les habitants du reste de la planète, dans un contexte de division internationale du travail. Les pays qui réussissent le mieux à atteindre cet objectif partagent un certain nombre de caractéristiques, que l'on peut rattacher à la notion de « liberté économique » : la protection du droit de propriété, la liberté contractuelle, un contexte légal qui favorise l'entrepreneuriat, un État peu interventionniste, un fardeau fiscal modéré, l'ouverture au commerce international, la stabilité des institutions.

La croissance économique et la prospérité ne sont pas des phénomènes qui peuvent se décréter par des lois. C'est le dynamisme, la créativité, l'esprit d'entrepreneuriat et l'effort au travail des individus qui permettent de créer la richesse. Le gouvernement doit se contenter de mettre en place le contexte le plus favorable possible à ces dispositions de la part des individus et éviter de les entraver par des barrières bureaucratiques, légales, commerciales ou fiscales.

*2. Que doit-on faire au Canada pour demeurer compétitif sur la scène internationale?*

La concurrence avec les compagnies étrangères est un élément essentiel pour permettre aux entreprises canadiennes de s'améliorer. Il est impossible d'être compétitif lorsqu'on n'est pas directement confronté à la compétition. Des compagnies protégées par des barrières tarifaires ou autres ont moins tendance à accroître leur productivité. Elles offrent de moins bons produits et services aux Canadiens et leur potentiel de croissance est restreint parce qu'elles seraient incapables d'affronter la concurrence sur les marchés étrangers.

Depuis deux siècles, le libre-échange constitue l'une des notions les mieux établies et autour de laquelle le consensus est le plus large dans la théorie économique. Des économistes comme David Ricardo ont clairement démontré qu'un pays gagne à éliminer les barrières au commerce, et ce même si les autres pays ne le font pas. Le gouvernement canadien devrait donc éliminer le plus possible les barrières au commerce international, avant ou sans accord de libre-échange avec ses partenaires.

Les investissements étrangers au Canada et les investissements canadiens à l'étranger contribuent également à l'insertion de l'économie canadienne dans des réseaux internationaux de production. Le contrôle des investissements étrangers par la Loi sur les investissements est inutile et devrait être éliminé, sauf pour des raisons de sécurité.

*3. Croyez-vous que le Canada performe bien présentement sur le plan du commerce international? Cette performance est-elle viable?*

Oui, le Canada est l'un des pays déjà les plus ouverts au commerce international et cette performance est viable. Les économies émergentes constituent toutefois un nouveau défi pour nos entreprises, en tant que nouveaux marchés à percer mais aussi de nouveaux concurrents à affronter. L'élargissement et l'approfondissement de la division internationale du travail que

cela implique ne peuvent qu'avoir des effets bénéfiques pour tous. Mais il ne faut pas se reposer sur nos lauriers. Pour tirer le maximum de ce nouveau contexte et performer encore mieux, il faut adopter des politiques encore plus propices aux échanges commerciaux et à la consolidation de notre compétitivité.

*4. Quels défis considérez-vous les plus urgents pour la compétitivité canadienne dans l'économie mondiale?*

La baisse du fardeau fiscal des entreprises canadiennes. Des impôts plus bas constituent une incitation pour les Canadiens et les investisseurs étrangers à investir davantage ici, dans la mesure où les investisseurs pourront garder une plus grande partie des bénéfices éventuels. Partout dans le monde, la tendance est aujourd'hui à une réduction des impôts sur les revenus des sociétés. Parmi les 30 membres de l'OCDE, cinq auraient réduit leur impôt sur les entreprises en 2006, sept l'année dernière, et huit au début de cette année. Le Canada doit rester dans la course pour que nos entreprises restent compétitives avec celles de nos partenaires commerciaux.

Le gouvernement fédéral a annoncé une baisse graduelle de l'impôt sur le revenu des sociétés de 22% à 15% en 2012-13 (auquel s'ajoute l'impôt provincial, qui varie de 10 à 16%). Ce taux sera plus avantageux que ceux de la plupart des grands pays industrialisés. Mais de nombreux autres pays de l'OCDE ont tout de même déjà des taux beaucoup plus bas. L'Irlande connaît un succès économique spectaculaire depuis une quinzaine d'années grâce notamment à un taux de 12,5%. Nous croyons que le gouvernement devrait faire un effort supplémentaire et réduire son taux d'imposition des sociétés à 10% en 2012-13.

*5. Quelles opportunités le Canada et ses compagnies devraient tenter de saisir pour maximiser leur succès commercial à l'international?*

Cette question présuppose qu'il devrait y avoir une stratégie d'ensemble concertée pour saisir des opportunités au niveau international, ce qui n'est pas le cas. Chaque entreprise est la mieux apte à déterminer les opportunités qui s'offrent à elle dans son domaine. Il est impossible de déterminer pour l'ensemble des entreprises canadiennes si nous devrions nous concentrer sur le marché américain, faire plus d'efforts pour percer les marchés latino-américain, chinois ou indien. Ou encore si nous devrions nous lancer dans tel ou tel secteur parce qu'une demande croissante existerait à l'échelle mondiale. Il revient aux entrepreneurs et aux investisseurs de faire ces choix et le rôle du gouvernement est de les faciliter en réduisant le plus possible les obstacles.

*6. Quelles politiques commerciales internationales assurent le succès et la compétitivité du Canada dans les marchés mondiaux?*

Les politiques les moins interventionnistes. La politique commerciale la plus apte à assurer le succès et la compétitivité des entreprises canadiennes est simplement celle qui élimine le plus possible les obstacles à leur expansion sur les marchés étrangers ainsi que les obstacles à l'entrée des compagnies étrangères sur le marché canadien.